

LES MOTS DU PRÉSIDENT

Comme vous le savez tous, la Fondation Concorde a perdu en janvier dernier son Président-fondateur Michel Rousseau. Une perte incommensurable, à tous points de vue.

Nous tenons en premier lieu à lui rendre hommage, à saluer le risque assumé, les défis relevés et les résultats obtenus par notre ami et collègue Michel.

Lorsqu'il crée Concorde en 1997, dans le contexte politiquement compliqué de la cohabitation, il lance un think tank différent de ceux déjà en place mais indispensable pour l'expertise économique et la richesse du débat démocratique en France.

Car, dès sa création, Concorde a affirmé ses ambitions et sa méthode.

D'inspiration libérale, filiation noble mais pas toujours facile à revendiquer dans le contexte français, la Fondation a su développer ses avantages comparatifs.

D'abord, tout ce qui concerne la santé et la compétitivité des entreprises en France, quels que soient leur taille et leur secteur d'activité. Nombre de Rapports et de Notes ont permis à la Fondation d'affirmer sa compétence sur ces sujets clefs pour la santé de notre économie et la qualité du dialogue social. Ils lui ont permis de faire passer, à des moments décisifs de notre histoire économique, des messages pertinents vers les responsables publics comme privés. La Fondation s'intéresse aux entreprises dans leurs territoires respectifs. Bien avant que l'exigence de proximité, renforcée et non pas atténuée par les conséquences de la mondialisation, re revienne au premier plan depuis le Covid, Concorde a toujours inscrit sa démarche et son expertise dans une logique territoriale, créant un dialogue permanent avec les parlementaires de toutes obédiences, avec les élus et autres responsables locaux.

Mais la Fondation a su, au fil des ans, développer d'autres compétences et d'autres travaux utiles à la décision publique. Je pense d'abord à la politique de l'énergie et aux débats sur le rôle des énergies renouvelables, sujets sur lesquels Michel Rousseau s'est personnellement engagé, avec talent et conviction, dans le cadre d'un groupe de réflexion de haut niveau. Je pense aux nombreux et influents travaux sur la réforme de l'Etat, la nécessaire réduction des dépenses publiques, la lutte contre la bureaucratie et l'excès des normes. Etre libéral, ce n'est pas jeter l'Etat et les interventions publiques par-dessus bord. C'est faire en sorte que ces interventions soient proportionnées aux défis à traiter et qu'elles soient guidées par ces deux critères essentiels que sont l'efficacité économique et la justice sociale. Parmi des travaux plus récents, je veux saluer l'affirmation d'une vraie compétence de notre Fondation sur les services bancaires et financiers, et sur le sujet complexe et ô combien actuel des impacts de l'intelligence artificielle.

Vu les multiples incertitudes et la multiplication des chocs systémiques de toute nature, l'expertise économique est plus nécessaire que jamais. Elle n'est pas suffisante. Car la démarche économique ne peut se résumer à une manipulation plus ou moins savante de modèles déterministes et mécanistes, faussement précis et pas toujours pertinents qu'ils soient micro ou macro-économiques. Elle doit aujourd'hui privilégier les scénarios plutôt que des prévisions ponctuelles forcément incertaines, et ne pas craindre les ponts avec la géopolitique, l'histoire et la géographie, le droit, la psychologie (au centre de toute réalité économique et sociale étant donné le rôle majeur des anticipations)...Surtout, depuis la crise financière mondiale enclenchée en 2007-2008, les économistes savent qu'ils doivent combiner humilité et pluridisciplinarité. Vaste programme !

Pour revenir à notre Fondation, Concorde va désormais devoir apprendre à vivre et, espérons-le, à se développer sans Michel Rousseau. Il nous faudra marcher sur les deux jambes, combiner continuité et innovation. Avec La Lettre de Concorde, qui a vocation à être périodique (5 à 6 numéros par an) et dont voici la première livraison, nous souhaitons instaurer un mode de communication supplémentaire entre la Fondation et celles et ceux qui s'intéressent à ses travaux.

Afin de conjuguer continuité et innovation, nous aurons besoin du soutien de tous, de celles et ceux qui sont directement impliqués dans le fonctionnement et la gouvernance de la Fondation comme de celles et ceux qui, plus largement, suivent nos publications, participent à nos événements et nous font confiance.

D'avance, un grand merci à tous !

RÉARMEMENT : CONJUGUER LE COURT TERME ET LE LONG TERMES

L'accélération de l'histoire au cours des derniers mois rappelle l'importance d'une base industrielle de défense robuste pour accompagner les armées dans leurs missions. L'enjeu est majeur : sans industrie appropriée, impossible de tenir dans une guerre d'attrition. Sommes-nous prêts ? Comment l'être de manière efficace ?

La guerre en Ukraine a rappelé que la guerre interétatique classique pouvait se produire de nouveau sur le sol européen. Or, les dividendes de la paix se sont matérialisés par une diminution des effectifs militaires et une contraction de la base industrielle au cours des trois dernières décennies.

Le réveil a été, de ce fait, brutal depuis 2022.

Une réelle politique industrielle de défense est nécessaire, comme la Fondation Concorde le souligne depuis longtemps, car les armées doivent toujours s'accommoder de l'industrie dont elles disposent à l'instant t. Les guerres arrivent toujours plus vite que prévu.

Bien entendu, il n'est pas acceptable de dépenser sans compter pour la défense. La bonne gestion des finances publiques doit tenir compte de l'efficacité de la politique publique. Toutefois, dans l'après-guerre froide, l'optimisation budgétaire a été poussée si loin que la minimisation des dépenses a nui à l'efficacité de l'outil de défense en réduisant à minima les formats et en privilégiant le très court terme.

La logique budgétaire a ainsi réduit à minima la vision de long terme, souvent dans une approche conservatrice par défaut. Rétablir une réelle politique industrielle de défense est essentiel afin d'assurer un bon équilibre entre les besoins de court terme et l'efficacité à long terme.

D'une part, mettre en place un outil de défense prend des années pour former et équiper les forces. Anticiper et planifier sont des dimensions critiques de la politique de défense. D'autre part, l'imprévisibilité des risques de guerre ne peut être maîtrisée qu'en disposant de ressources au-delà de la stricte suffisance de manière à pouvoir faire face en cas d'aléas.

Dans le domaine capacitaire, la réduction de la base industrielle a été très poussée à partir des années 1990. Certainement trop : si les compétences essentielles ont été préservées, l'outil industriel n'est plus suffisant pour permettre une remontée en puissance rapide faute de marges de manœuvre. La situation actuelle nous rappelle que le budget des armées n'est pas qu'une dépense. Il est aussi un investissement dans la sécurité de la France.

Bien entendu, la France a toujours eu formellement une politique industrielle de défense. Cependant, répond-elle réellement aux enjeux dans le long terme ? Le prisme budgétaire a progressivement conduit à chercher de manière prioritaire, si ce n'est exclusive, la réduction des coûts - conduisant à une myopie budgétaire antinomique avec la nature même de la défense

Pour être efficace, une politique industrielle de défense doit conjuguer le court et le long terme, même si la dépense immédiate peut sembler trop élevée. L'autonomie stratégique ne peut pas être préservée avec une dépense au plus juste, car cela conduit souvent au trop juste.

Bien sûr, un pilotage au plus haut niveau de l'Etat est indispensable pour rendre légitime des dépenses pouvant apparaître comme superfétatoires à court terme mais qui ne le sont pas sur long terme. La maîtrise des risques doit reposer pour la France, si elle souhaite rester maître de son destin, sur une constance des efforts, l'anticipation des investissements et la capacité à innover pour avoir l'agilité requise afin de faire face aux inévitables surprises stratégiques, qui ne sont pas que technologiques.

La France doit se doter d'une stratégie industrielle de défense digne de ce nom clarifiant les enjeux et expliquant les décisions requises, légitimant ainsi les efforts budgétaires demandés aux citoyens. Ainsi conçu, l'effort de défense contribuera pleinement non seulement à la défense de la France mais aussi à sa réindustrialisation.

LES ENR INTERMITTENTES

Le développement des ENR intermittentes augmente les prix de l'électricité pour les consommateurs pour 3 raisons principales :

La première est connue : le développement des ENR intermittentes entraîne une envolée des coûts de réseaux, mais aussi, et on le sait moins, une envolée des coûts des services système (back-up).

Le second facteur qui va prendre de plus en plus d'importance concerne le renchérissement du coût unitaire de production du nucléaire par la moindre utilisation des centrales. En effet, au fur et à mesure du développement des ENR intermittentes qui ont la priorité sur le marché, les centrales nucléaires sont utilisées de plus en plus en complément et en secours. Comme les coûts de production du nucléaire sont essentiellement fixes, leur moindre utilisation renchérit son coût de production unitaire par MWh.

Enfin, dernier facteur de hausse, largement méconnu : au fur et à mesure de leur développement, la valeur des ENR intermittentes sur le marché de l'électricité s'effondre. Les tarifs de soutien aux ENR (qui sont financés par les consommateurs finaux via l'accise sur l'électricité) doivent compenser l'écart entre leur coût de production et la valeur de leur production sur le marché de l'électricité. Par exemple, si un site éolien marin produit à 100 €/MWh et vend en moyenne sur le marché à 40 €/MWh, il faudra le compenser de 60 €/MWh et fixer ainsi son tarif de soutien à 160 €/MWh. **Or cette décote s'accroît structurellement au fur et à mesure de leur développement car les ENR intermittentes tendent toutes à produire au même moment (quand il y a du soleil ou du vent) et il n'existe pas à l'heure actuelle de moyens de stockage opérationnels et compétitifs permettant de valoriser leurs excédents de productions qui deviennent une production inutile à la charge du consommateur.**

L'actuel projet de PPE devrait augmenter les prix de 51 % d'ici 2035 en euros constants.

Philippe Ansel, économiste de la Fondation

RETOUR SUR NOS ÉVÉNEMENTS

GUERRE GÉOPOLITIQUE : LES ÉTATS-UNIS VONT-ILS EUX-MÊMES PRÉCIPITER LA DÉDOLLARISATION DES ÉCHANGES MONDIAUX ?



L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE, MOTEUR D'OPPORTUNITÉS POUR LA FRANCE

Depuis plusieurs mois, la Fondation Concorde place l'intelligence artificielle (IA) au cœur de ses travaux. À travers l'étude de ses effets sur l'économie, l'administration publique et la souveraineté technologique, un constat s'impose : bien maîtrisée, l'IA représente une formidable opportunité pour la France.

Loin des scénarios alarmistes, nos recherches montrent que l'IA générative pourrait, d'ici dix ans, ajouter jusqu'à 240 milliards d'euros au PIB français, soit une hausse de 9 %. Si l'automatisation menacerait environ 6 % des emplois actuels, c'est surtout un levier de productivité, touchant 64 % des professions et permettant aux travailleurs de se recentrer sur des tâches à plus forte valeur ajoutée. La priorité : accompagner cette transition par la formation et l'investissement dans une IA souveraine. *(Chiffres provenant de notre étude Fondation Concorde "IA & Emploi : Comment faire de l'IA une opportunité pour la France - Juin 2024)*

L'administration publique n'est pas en reste. Dans un contexte de contraintes budgétaires et de tensions sur les effectifs, l'IA pourrait générer près de 20 milliards d'euros d'économies en automatisant les démarches administratives, en aidant à la rédaction de rapports ou en facilitant la supervision des politiques publiques. 77 % des métiers de la fonction publique pourraient ainsi bénéficier d'outils d'IA, à condition de préserver la transparence et le lien humain avec les citoyens. *(Chiffres provenant de notre étude Fondation Concorde "IA & Fonction Publique : un levier d'efficacité pour l'administration - Décembre 2024)*

Sur la scène internationale, la Fondation Concorde a porté une voix forte lors du Sommet de l'IA de Paris : pour peser face aux États-Unis et à la Chine, l'Europe doit dépasser son rôle de régulateur et investir massivement dans ses infrastructures critiques. Nous plaidons pour un modèle d'IA frugale et optimisée, fidèle aux valeurs européennes et fondé sur l'excellence scientifique.

Convaincue que ces enjeux sont stratégiques, la Fondation a lancé plusieurs groupes de travail, ouverts aux experts publics, académiques et privés, pour approfondir l'impact de l'IA sur la défense, l'énergie ou encore le travail.

À l'heure où des choix décisifs doivent être faits, la Fondation Concorde s'engage à formuler des propositions ambitieuses pour que la France et l'Europe prennent toute leur place dans la révolution de l'IA.

Nicolas Sironneau, vice-président de la Fondation Concorde

RETOUR SUR NOS ÉVÉNEMENTS

DÉBAT SUR L'INDUSTRIE DE DÉFENSE, AVEC GÉRARD LONGUET (ANCIEN MINISTRE DE LA DÉFENSE ET DE L'INDUSTRIE)





*Think tank indépendant dédié à la croissance, à la
compétitivité et à la prospérité*

fondationconcorde.com



17, rue de l'Amiral Hamelin

75116

01 72 60 54 39

info@fondationconcorde.com

SOUTENEZ LA FONDATION